Le Bulletin Quotidien, 27 juillet 2012

La commission des Lois du Sénat préconise un renforcement de la Cour européenne des droits de l'homme

La commission des Lois du Sénat, présidée par l'ancien ministre Jean-Pierre SUEUR (PS, Loiret) vient de présenter le rapport de la mission d'information sur la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), préparé par MM. Jean-Pierre MICHEL (PS, Haute-Saône) et Patrice GELARD (UMP, Seine-Maritime).

En préambule, les rapporteurs s'interrogent, à la suite du député (UMP, Seine-et-Marne) et président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Jean-Claude MIGNON lors de la conférence de Brighton, sur le "succès" de la Cour de Strasbourg : "est-ce que nous pouvons vraiment parler de succès dans ce contexte ? La Cour n'est-elle pas plutôt victime des défaillances au niveau national ? N'omettons pas de rappeler qu'environ la moitié des affaires pendantes devant la Cour concernent quatre Etats seulement, un seul d'entre eux représentant 27 % des requêtes totales et que 10 Etats, sur 47, totalisent près de 80 % des requêtes", notait le 19 avril dernier M. MIGNON. En effet, la CEDH a rendu depuis sa création en 1959 quelque 14 854 arrêts, dont près de la moitié dirigés contre quatre Etats : la Turquie (2747), l'Italie (2166), la Fédération de Russie (1212) et la Pologne (945). La France arrive toutefois en cinquième position avec 848 arrêts rendus la concernant (dont 627 concluant à une condamnation).

Améliorer le respect des droits de l'homme par les Etats-membres

Pour remédier à cette disparité entre Etats membres en matière de respect des droits de l'homme, la commission reprend les propositions faites par le directeur général des droits de l'homme et de l'Etat de droit au Conseil de l'Europe Philippe BOLLAT, qui préconise que chaque Etat membre mette en place des voies de recours internes permettant de sanctionner au niveau national les violations des droits reconnus dans la Convention ; que chaque Etat membre applique de façon anticipée la jurisprudence de la Cour notamment lorsque certaines décisions rendues à l'égard d'un autre Etat partie sont susceptibles de s'appliquer à son propre système juridique ; qu'un mécanisme de contrôle systématique, a priori, de la compatibilité des lois avec les droits et libertés garantis par la Convention soit mis en œuvre au niveau de chaque Parlement national ; que la jurisprudence de la Cour soit mieux connue et mieux diffusée, notamment par la traduction des arrêts en d'autres langues que le français et l'anglais ; que la formation des magistrats intègre systématiquement un module consacré à la Convention européenne des droits de l'homme et à la jurisprudence de la Cour.

En outre, elle "s'interroge sur l'opportunité d'aller plus loin" et suggère de ne pas écarter définitivement la possibilité, évoquée par la Grande-Bretagne, de prononcer des astreintes ou des sanctions financières à l'encontre d'Etats persistant à ne pas exécuter un arrêt de la Cour. "Un tel système, que la Cour de justice de l'Union européenne peut pour sa part mettre en œuvre, a fait la preuve de son efficacité s'agissant de l'application du droit communautaire par les Etats membres de l'Union européenne", souligne-t-elle. Les rapporteurs se sont également interrogés sur l'opportunité d'exclure un Etat partie qui refuserait durablement d'exécuter les arrêts de la CEDH, afin de "renforcer la crédibilité du système de protection des droits de l'homme en Europe", ils précisent que "la possibilité d'une telle exclusion, en dernier ressort, est en théorie prévue à l'article 8 du Statut du Conseil de l'Europe" mais qu'elle n'a jamais été mise en œuvre.